



United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Organización  
de las Naciones Unidas  
para la Educación,  
la Ciencia y la Cultura

Организация  
Объединенных Наций по  
вопросам образования,  
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة  
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、  
科学及文化组织

## Discours de la Directrice générale de l'UNESCO,

Irina Bokova,

### à l'occasion de la Conférence organisée par l'Ordre de Malte sur « La diplomatie humanitaire et la gestion des crises internationales »

Les nouvelles conditions de la paix

UNESCO, le 27 janvier 2011

Son Excellence Monsieur le grand chancelier de l'Ordre Souverain de Malte,  
Monsieur le Chef d'Etat Major de la marine nationale française,  
Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Ugo Leone, Observateur permanent de  
l'Ordre Souverain de Malte auprès de l'UNESCO,  
S. Exc. Mgr Francesco Follo, observateur permanent du Saint Siège auprès de  
l'Unesco et de l'Union latine,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Soyez les bienvenus à l'UNESCO.

Cette Maison est aujourd'hui la vôtre, et je suis très heureuse de la confiance que vous nous accordez.

Il n'est en effet pas du tout anodin que cette conférence se tienne ici. J'y vois personnellement trois motifs de satisfaction.

Le premier, c'est que nous sommes convaincus, à l'UNESCO, que la gestion des crises modernes suppose de mobiliser plusieurs disciplines, qui vont bien au-delà des ressources militaires ou juridiques. Les crises ne sont des crises que parce qu'elles touchent des vies humaines, des enfants, des hommes et des femmes. Et c'est bien à ce niveau que la réponse doit être formulée. Il est tout à fait symbolique qu'un tel événement soit organisé à l'UNESCO, un lieu ouvert, à vocation universelle et humaniste, plutôt que sous les auspices des autorités militaires ou des instances économiques.

Le deuxième tient à l'importance de la culture et du patrimoine dans les crises modernes. La culture est parfois utilisée comme une arme de guerre. Elle est aussi un puissant amortisseur et un accélérateur de la reconstruction. C'est ce que j'appellerais, pour reprendre le titre d'un ouvrage du professeur Payot, la « Guerre des ruines, ou la géopolitique du patrimoine.

Le troisième motif de satisfaction c'est enfin la très grande qualité des intervenants invités à témoigner de leurs expériences. J'ai regardé le programme des débats, c'est une richesse humaine incroyable, avec des hommes et des femmes de terrain qui vont nous apporter un retour d'expériences de tout premier plan.

Mesdames et Messieurs,

La façon dont nous gérons les crises en dit beaucoup sur nous-mêmes, et sur la façon dont nous voyons la réalité.

De ce point de vue, une « crise » sert toujours, au sens fort du terme, de « révélateur ». Elle éclaire notre conception de ce qui est au fondement des sociétés, et de ce qui doit être secouru en premier : les bâtiments, les infrastructures, les hommes qui y vivent.

Au cours de l'histoire, les hommes ont déployé des efforts importants pour mettre un terme aux crises par les moyens militaires ou diplomatiques. Le risque majeur est longtemps resté celui d'un conflit armé. Le système des Nations Unies s'est construit en partie sur l'idée que la guerre pourrait être mise « hors la loi », par la force du droit.

A l'UNESCO, nous n'oublions jamais cette dimension militaire : je passe devant l'école militaire pour venir à mon bureau... Je vous assure que c'est le meilleur aide-mémoire qu'on puisse imaginer.

Mais l'évolution et l'apparition de nouvelles formes de crises obligent à mobiliser des compétences qui vont bien au-delà des aspects militaires ou diplomatiques.

D'abord, parce que les guerres sont de moins en moins des guerres entre Etats, mais de plus en plus des conflits régionaux.

Ensuite, parce que les fronts ne sont plus linéaires, il n'y a pas de séparation nette entre civils et militaires. Cette situation requiert des compétences mixtes.

Il faut intégrer de plus en plus les compétences civiles, pour rétablir les réseaux de vie, les routes, l'énergie, détruits par les désastres naturels ou les conflits armés.

Le concept de « culture de la paix » forgé par l'UNESCO a constitué une étape importante dans cette direction, car il s'agissait de dire que la paix n'est pas le résultat d'un accord entre les Etats mais qu'elle s'inscrit dans une culture globale, au niveau du comportement des hommes et des femmes au sein des sociétés.

Les crises modernes naissent aussi des catastrophes naturelles, des inondations, de la sécheresse, des enjeux migratoires, de la diversité culturelle, d'une mauvaise gestion de l'eau.

Il ne suffit pas de cesser le combat, ni même d'appeler au dialogue, il faut construire les conditions de la réconciliation.

Et pour y parvenir, il est essentiel d'avoir une analyse fine des enjeux éducatifs, culturels et scientifiques des sociétés, pour soutenir les populations qui sont dans le besoin.

Dans bien des cas, la sortie de crise dépend de la continuité de l'éducation, des structures culturelles ou scientifiques, qui peuvent former une sorte d'amortisseur pour les populations, et pour accélérer la reconstruction. Il faut y investir dès le début de la crise, et ne pas attendre.

Le 1er mars prochain, nous lancerons à New York le rapport de suivi 2011 sur l'Education pour tous. Il porte justement sur l'impact des conflits sur l'éducation. Les crises ne touchent pas seulement les infrastructures, les bâtiments scolaires. Elles détruisent aussi les espoirs et les ambitions des plus jeunes. C'est par là qu'il faut commencer.

En Afghanistan nous menons un des programmes les plus importants de notre histoire, 35 millions de dollars pour alphabétiser plus de 300,000 femmes et hommes dans tout le pays. En Irak, nous avons institué des centres de formation

contre l'analphabétisme. L'UNESCO est engagée à Gaza pour la reconstruction d'urgence de l'enseignement secondaire et supérieur.

L'éducation est au cœur des actions de l'UNESCO en cas de catastrophes naturelles. Nous le voyons en Haïti, au Pakistan : il faut que les enfants puissent continuer d'aller à l'école, qu'ils aient accès à des livres et que les professeurs soient formés, même lorsque le pays est dévasté. Je dirais même surtout lorsque le pays traverse la crise, parce que ce sont eux qui sont en première ligne pour reconstruire.

L'éducation, la culture, les sciences ne sont pas des luxes dont on peut s'occuper dans un deuxième temps, lorsque la paix est rétablie. C'est tout le contraire : il faut y investir très tôt, dès le début de la crise, si l'on veut que la situation s'améliore.

Cet effort demande évidemment la coopération de nombreux corps de métiers, des ingénieurs civils, des professeurs, des scientifiques. Il faut faire dialoguer les expertises et les experts du monde entier, pour avoir une analyse fine des espaces concernés, en méditerranée, en Afrique, en Asie. Il n'y avait sans doute pas de meilleur lieu que l'UNESCO pour le faire.

Tous ces aspects sont interconnectés. L'ambition de l'UNESCO à marier plusieurs disciplines est tout à fait conforme à cette idée. Par notre savoir faire dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la culture, nous voulons faire partie des réponses aux problèmes posés par les crises.

Cette matinée est aussi pour moi l'occasion de rappeler qu'à chaque fois qu'une crise éclate, qu'il s'agisse d'un conflit ou d'une catastrophe, la culture est toujours une cible de choix.

Je pense à Sarajevo, où les belligérants s'en sont pris aux livres, aux bibliothèques, aux plaques des rues pour ébranler la base même de la vie en commun. Je pense aussi à la destruction des bouddhas de Bâmiyân en Afghanistan. Et que dire de la mise à terre des musées de Kaboul et de Bagdad ? Toitures bombardées, vitrines vandalisées, collections saccagées...

Rien ne symbolise plus le respect entre les nations que la façon dont un pays traite l'héritage culturel d'un autre pays. L'attaque des symboles culturels marque une

escalade dans la violence. Elle vient accélérer la dislocation morale des sociétés, en cherchant à toucher les peuples dans ce qu'ils ont de plus cher et dans ce qui est le plus profond.

Les sociétés touchées par les crises sont naturellement vulnérables aux pilliers de trésors qui exploitent la misère des gens. Nous le voyons en Irak, mais aussi en Haïti. Il a fallu agir très vite pour stopper autant que possible le trafic illicite des œuvres d'art. En Irak, le creuset de la civilisation mésopotamienne, le musée de Bagdad, l'un des plus riches du monde, a subi une hémorragie de 15000 objets. 5000 ont été retrouvés jusqu'à présent. Cette saignée culturelle était-elle vraiment inévitable ?

Les biens culturels ne sont pas des biens comme les autres : ils sont les garants de la mémoire et d'une identité individuelle et collective. Lorsque l'histoire d'un peuple est rompue par une crise majeure, la culture peut l'aider à restaurer cette continuité. Là est toute la raison d'être de l'UNESCO.

Cet aspect culturel doit être mieux pris en compte dans la gestion des crises.

Si l'offense à la culture marque une étape dans le déclenchement de la crise, la protection de la culture est un instrument puissant pour accélérer la sortie de crise.

Dès 1954, la Convention de La Haye avait posé le principe de la protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé. La convention de l'UNESCO de 1970 a été une victoire décisive contre le trafic illicite des biens culturels en temps de paix. Nous travaillons depuis avec Interpol, UNIDROIT, les forces douanières et de police dans de multiples pays et les professionnels des musées (ICOM), de la conservation et de la restauration (ICCROM) pour endiguer ce pillage, reconstituer les patrimoines endommagés ou dispersés et restituer les œuvres d'art et chefs d'œuvres volés qui sont l'essence et l'expression du génie des peuples.

La convention du Patrimoine mondial est aussi un outil important au service de la paix. L'inscription, sur les listes du patrimoine Mondial, de plus en plus de sites qui sont à la frontière entre plusieurs états, montre que la culture peut être un facteur de cohésion et de stabilité régionale. La reconstruction du Pont de Mostar en Bosnie Herzégovine est aussi un exemple de réconciliation par la culture. Le

temple de Preah Vihear peut aussi accélérer le rapprochement entre le Cambodge et la Thaïlande.

J'ai parlé de la culture, mais je pourrai évidemment multiplier les exemples dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la communication : la prise en compte de ces dimensions change considérablement la manière de gérer les conflits.

L'UNESCO a la réputation d'être une agence « intellectuelle ». C'est vrai. Mais pour exister, une idée doit se traduire dans la réalité. Il faut obtenir des résultats : c'est toujours la meilleure façon de convaincre. Tout, dans mon travail, est orienté vers ce but. Evidemment, c'est plus difficile, plus complexe, mais que c'est nécessaire et c'est inévitable.

Construire la paix, c'est aussi apprendre à passer de la théorie à l'action. Et les hommes et les femmes que vous allez entendre sont d'abord des hommes et de femmes de terrain, qui sont au commandes sur les théâtres d'opération. Je sais que c'est souvent la garantie de débats de très grande qualité.

Cette conférence internationale a nécessité plus de trois ans de travail. Je remercie tous ceux qui l'ont rendu possible et je vous souhaite une excellente journée.